

la cause du peuple

le journal des luttes du peuple

N°42^{mai}
2020

LA COLÈRE GRONDE 8

LUTTES INTER-
NATIONALES

1ER MAI

CRISE DU
COVID-19

VIOLENCES
POLICIÈRES

ORGANISONS LA !



L'éditorial

Organisons nous pour la victoire !

Le déconfinement, en cours dans de nombreux pays, va marquer le début d'une nouvelle phase dans la lutte des classes au niveau local et mondial. Dans les semaines et les mois à venir va se révéler à tous l'ampleur de la crise économique.

Il n'y a pas de doutes, le vent mondial de révoltes, entamé en 2018, n'en finira plus de souffler. Les masses populaires du monde entier se révoltent ; partout dans le monde, du Chili au Liban en passant par l'Afrique, les masses se lèvent contre l'injustice et la misère créée par le système impérialiste. Dans l'État Français, la colère grandit, et dans les quartiers prolétaires, elle a déjà explosé contre la violence des flics. La classe ouvrière, le personnel des services de santé ont été sur le front de la lutte contre la pandémie. Ils vont exiger leur dû.

L'impérialisme trouve toujours une porte de sortie à chaque crise, comme nous l'explique Lénine. Pour chaque impérialisme, posséder et renforcer sa domination est une nécessité vitale. Cela va passer par une

accentuation des tensions inter-impérialistes pour le repartage des richesses (guerres de rapines), avec une tendance à la guerre de plus en plus forte. Les monopoles vont se renforcer en profitant de la destructions des concurrents plus faibles. L'impérialisme français profondément en crise, va lui aussi tenter de regagner des parts de marché en Afrique et ailleurs dans le monde. C'est dans les relations entre pays impérialistes et pays dominés que se trouve le moteur de la révolution prolétarienne mondiale.

Dans la métropole cela va signifier la continuation de la destruction de nos acquis de civilisation. La crise de l'impérialisme français crée les bases pour une accentuation de la tendance au fascisme comme partout ailleurs dans le monde.

Chaque crise porte en elle une possibilité de révolution ou accentue encore plus les contradictions. Dans les luttes qui s'annoncent, les communistes doivent jouer un rôle dirigeant. Ils doivent conduire vers la victoire les masses populaires du monde. En France, le mouvement des Gilets Jaunes a réveillé la classe ouvrière, le confinement lui a fait comprendre son rôle central et essentiel. Maintenant il va falloir passer des revoltes spontanées à celles organisées.

Malgré le confinement, le Front Uni autour de La Cause du

Peuple a célébré avec fierté ouvrière le premier mai, journée internationale du prolétariat, dans l'État français. La volonté est de redonner son vrai sens à ce jour, celui de l'organisation et de la lutte. Le Front Uni va continuer son travail pour construire, pierre par pierre, les organisations qui doivent construire le pouvoir du peuple contre la bourgeoisie.

La Cause du Peuple doit devenir un outil de cette organisation. Chaque lecteur doit devenir un diffuseur, chaque diffusion doit être le prétexte à prendre des contacts, recruter des sympathisants dans les usines, sur les chantiers, dans les entrepôts, les entreprises et les quartiers. La Cause du Peuple n'est pas un simple journal mais un outil pour l'organisation concrète.

- le comité de rédaction de la Cause du Peuple



Sommaire

1er mai

- ★ Les communistes et le 1er mai (p.3)
- ★ La Fédération française du bâtiment du Puy-de-Dôme attaquée (p.3)
- ★ État français: de multiples actions pour le 1er mai (p.4)

Lutte de classe

- ★ Déconfinement : les ouvriers doivent se battre ! (p.5)
- ★ Amazon : la direction lock-out les entrepôts contre la décision de justice et la lutte des ouvriers (p.6)
- ★ L'État, la bavure de Villeneuve-la-Garenne et la révolte populaire (p.7-9)
- ★ Les couturières, les masques et le patriarcat (p.9)

Georges Abdallah

- ★ Appel pour la libération de Georges Abdallah (p.10)

International

- ★ Des Quilombos à la Ligue des Paysans Pauvres : 500 ans d'histoire de la lutte pour la terre au Brésil (p.11-15)
- ★ Ajith : les racines sociales du Covid-19 sont aussi importantes que le virus lui-même (p.16-17)

Culture

- ★ Hommage à Luis Sepúlveda, écrivain chilien mort du coronavirus (p.18)
- ★ Little Big Workshop (p.19)

Tribune

- ★ L'Homme, les animaux, les épidémies (p.19-20)



Les communistes et le 1er mai

Pour une grande partie de la gauche, les choses sont fixes, immobiles. On se réfère à des « valeurs » déconnectées de toute réalité, des « principes » immuables. Le premier mai fait parti de cette gauche fossilisée : le premier mai doit être une « démonstration de force », avant tout numérique. Il faut être le plus nombreux possible. Il n'est plus question, lors du premier mai, de lier les détachements avancés aux larges masses. Le premier mai est devenu un mode de lutte quasi-électoral.

Pour autant, le premier mai reste une grande date, un symbole du mouvement ouvrier, du mouvement communiste et de la révolution prolétarienne mondiale. Ne pas célébrer le premier mai, ne pas en faire une date importante permettant d'organiser les masses populaires, c'est capituler. Mais célébrer le premier mai sur Facebook, avec juste pour but de faire croire qu'énormément de gens ont « marché », c'est capituler aussi.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire s'est toujours adapté aux conditions concrètes. Lors de l'occupation nazie, par exemple, les conditions concrètes étaient très différentes des années démocratiques – le premier mai n'a pas été célébré de la même façon. Des petits groupes militants - bien plus adaptés -, des manifestations éclair, etc. Mais pour ça, il faut une solide organisation révolutionnaire, même numériquement



modeste, implantée dans le peuple, dans la classe. Sinon, on ne peut pas être créatifs et s'adapter à la réalité – ou alors, c'est une « adaptation » dans la forme, mais en réalité c'est une soumission à la bourgeoisie. Aujourd'hui, s'adapter, c'est se préparer à une longue crise sanitaire et économique, c'est préparer la riposte aux violences policières, aux offensives patronales, c'est préparer le peuple à la révolution, dans un cadre complètement différent.

Il n'y a pas toujours eu de défilés le premier mai. Mais il y a toujours eu une

volonté. Les révolutionnaires se sont toujours saisis du premier mai. Voilà pourquoi nous avons sorti un numéro spécial premier mai : parce que beaucoup de gens attendent une parole militante, organisée et combative le premier mai. Nous ne pouvons pas manifester ? Alors organisons notre immeuble, démarchons nos voisins. Profitons du 2 mai et des jours suivants pour faire de la propagande aux collègues, montrer en quoi l'organisation est nécessaire à nos proches. Profitons-en pour montrer que ce qui importe, c'est d'organiser les masses populaires, en particulier la classe ouvrière.

La fédération française du bâtiment du Puy de Dôme attaquée

La Cause du Peuple a reçu ce communiqué dans la nuit du 30 avril. Nous le publions à titre d'information.

« Pour le 1er Mai, nous nous sommes munis de nos outils de travail pour attaquer la Fédération Française du Bâtiment du Puy de Dôme. Nous avons brisé toutes les vitres...

La FFB est un groupe de bandits regroupant les plus gros patrons du bâtiment. Chaque année, c'est plusieurs centaines de morts sur les chantiers et

des milliers de mutilés.

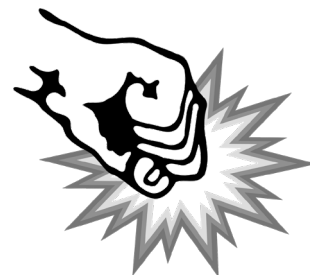
Ce ne sont pas des accidents, ce sont des crimes patronaux, et les criminels il faut les punir ! La justice française, c'est leur justice, une justice de classe au service de la bourgeoisie. C'est à la classe ouvrière de les juger et de leur faire payer, d'appliquer la justice populaire.

La classe ouvrière doit s'organiser pour prendre le pouvoir par une révolution violente, c'est la seule voie pour gagner notre dignité !

Vive le premier mai !

Vive le pouvoir ouvrier !

Des ouvriers communistes. »



État Français : de multiples actions pour le 1er mai

Ce premier mai est évidemment différent des autres, confinement oblige, il n'y a pas de grands défilés syndicaux et politiques. Mais cela n'a pas empêché les Jeunes Révolutionnaires de mener des actions

aux quatre coins de l'État français avec des lâchers de banderole et en affichant des messages aux fenêtres. Compilation d'actions vues un peu partout (Lyon, Saint-Étienne, Paris, Aubervilliers,

Nantes, Clermont-Ferrand, Bordeaux, Caen, Rennes, mais aussi à la campagne, dans le Lot et Garonne).

Vive le 1er mai !



Déconfinement : les ouvriers doivent se battre !



Le déconfinement aura lieu dans une semaine maintenant. L'état d'urgence sanitaire, permettant au gouvernement de diriger par décrets, lui, a été prolongé jusqu'à juillet au moins. Il y a une grosse contradiction. D'un côté, l'État dit qu'il faut retourner travailler, que, finalement, tout est sous contrôle, – avec des mesures de déconfinement contraignantes, mais de l'autre, on prolonge l'état d'urgence sanitaire.

Ce que l'on remarque, finalement, c'est que l'on envoie encore les ouvriers au front. Les travailleurs manuels, ceux qui ne peuvent faire leur travail à distance, mais également tout un tas de personnes

qui pourraient faire leur travail à distance, mais doivent être surveillés par des petits chefs, comme dans le téléconseil, vont retourner au boulot. L'épidémie, elle, n'est pas terminée, seule 5% de la population a été touchée.

Bien sûr, beaucoup de gens sont soulagés de la reprise de l'activité. Le chômage partiel n'est pas toujours suffisant, les activités non salariées sont stoppées, les cantines fermées, ce n'est pas facile.

Mais notre société a-t-elle vraiment besoin de voitures, de canapés, de vestes, etc, maintenant ? Notre société a-t-elle besoin que l'on travaille jusqu'à 60h par

semaine ? L'accumulation capitaliste en a besoin pour éviter sa crise, pas la société humaine en générale. Bien au contraire. On a besoin de produire différemment, d'arrêter de produire des voitures mais de construire des lieux de production adaptés et proche des lieux d'habitation, d'un rapport correct à la nature.

Les ouvriers, les prolétaires, ont bien compris que la société ne tourne que par eux, mais aussi contre eux et contre leur environnement. On voit bien, avec l'arrêt de l'activité, le ridicule et l'absurde de l'organisation capitaliste du travail et du territoire. Voir des animaux en ville nous permet aussi de repenser notre rapport à la nature.

Maintenant, il s'agit de ne pas simplement faire des constats. Dans les usines, sur les chantiers, dans les entrepôts, les magasins et les hôpitaux, partout, les militants communistes doivent travailler à organiser les ouvriers, à lutter pour des droits, à montrer la capacité du prolétariat à s'organiser et à gagner – pas pour se satisfaire de miettes, mais pour détruire le capitalisme, qui ne produit que guerre, violence, barbarie, misère, exploitation et épidémies. Nous avons besoin du socialisme.

Il y a dans le monde entier un aiguïsement de la lutte des classes depuis plus de deux ans : le prolétariat de l'État Français doit en être à l'avant garde.



Amazon : la direction lock-out les entrepôts contre la décision de justice et la lutte des ouvriers

Le lundi 13 avril, le tribunal judiciaire de Nanterre a ordonné à Amazon de restreindre son activité sur le territoire de l'État français aux seuls produits essentiels. Le tribunal avait été saisi par le syndicat Sud qui souhaitait une fermeture totale de tous les sites de l'entreprise. Le mercredi 15 avril, Amazon a annoncé la fermeture pour cinq jours minimum de ses six sites situés sur le territoire de l'État français afin, selon la direction de l'entreprise « d'évaluer les risques sanitaires pour ses salariés ».



Plusieurs semaines de lutte entre direction et salariés

La situation actuelle fait suite à plusieurs semaines de lutte entre les salariés des entrepôts d'Amazon et la direction de la branche française du géant états-unien de la livraison. En effet, si l'entreprise affirme qu'elle protège bien ses salariés contre le coronavirus, ces derniers ne sont pas de cet avis. Contacté par La Cause du Peuple, Léo (le prénom a été modifié), qui a travaillé en intérim dans l'entrepôt Amazon d'Aubervilliers nous a confirmé qu'avant la fermeture temporaire des sites de l'entreprise, rien n'était fait par la direction d'Amazon pour limiter la propagation du virus : « il n'y avait pas de savon dans la plupart des toilettes et les gants distribués en trop petite quantité n'étaient même pas portés par tout le monde, rien n'était fait pour assurer les distances de sécurité. D'une manière générale le travail consiste à toucher pendant plusieurs heures des cartons venant de tous les endroits possibles et bien entendu sans aucune hygiène. Travailler n'y était absolument pas sûr et cela ne trompait même pas les cadres puisque peu de temps après le début du confinement ils ont engagé des intérimaires juste pour faire respecter les distances de sécurité, bien sûr uniquement pour faire bonne figure, car cela ne faisait que mettre encore

plus de personnes en danger ».

Face à cette situation, les salariés d'Amazon ne se sont pas laissés faire et ont donc protesté face au manque de protection. Interrogé par La Cause du Peuple sur la nature de ces protestations, voilà la réponse de Léo : « Il y a eu des protestations très importantes dès les premiers jours, notamment une moquerie générale du caractère soi-disant essentiel des produits que nous trions. Les droits de retrait ont été invoqués assez rapidement, puis l'action syndicale a pris la suite avec la CGT et SUD. C'est entièrement du fait de ce mouvement et des alertes lancées par les syndicats, et non suite la décision judiciaire, qu'Amazon a décidé de fermer ! ».

Selon Amazon, tout est de la faute des syndicalistes !

Sur Twitter, Amazon a réagi et annoncé faire appel de la décision. Dans une série de tweets accusateurs, l'entreprise s'en est surtout prise aux syndicalistes en sous-entendant que ces derniers seraient les responsables des conséquences économiques induites par la fermeture des entrepôts Amazon et les restrictions d'activité de l'entreprise. Vous refusez de travailler dans des conditions qui

mettent en danger votre santé ? Eh bien vous serez considéré comme responsable de la crise économique, voilà la logique de la direction d'Amazon.

Au delà des traditionnels poncifs anti syndicalisme, cette série de tweets d'Amazon illustre bien une réalité du capitalisme monopoliste : les petites entreprises sont dépendantes des grandes et les multinationales ont tellement de pouvoir, tellement de puissance, qu'une simple restriction de leur activité a un impact énorme sur tout le fonctionnement de l'économie. Ainsi, en parlant des conséquences de la mise à l'arrêt de ses activités sur les TPE et PME, Amazon démontre clairement que dans le système capitaliste-impérialiste contemporain, la libre concurrence n'existe pas, les grandes entreprises écrasent les petites, et cet état de fait est une réalité universelle aux quatre coins du globe. Ainsi, comme nous le dit Léo, la décision d'Amazon de mettre à l'arrêt les entrepôts plutôt que de restreindre l'activité comme demandé par la justice relève de calculs cyniques : « c'est Amazon qui a décidé de tout fermer plutôt que de se cantonner à l'essentiel, cela permet de faire pression sur les intérimaires et les salariés et d'accuser les syndicats. »

Violences policières : l'État, la bavure de Villeneuve-la-Garenne et la révolte populaire

Le 11 avril, à Bruxelles en Belgique, dans un quartier populaire, une partie de la population affronte la police. Le 19 avril, des échauffourées et des tensions apparaissent à Villeneuve-la-Garenne. Deux pays, deux quartiers : un même mensonge policier, une même injustice. A Villeneuve-la-Garenne, un jeune roule à moto, sans casque. Il n'est pas contrôlé normalement : les policiers, selon les témoins, décident de le poursuivre. Ils se mettent à sa hauteur et le percutent avec la porte du véhicule. Le jeune homme fait un vol plané, et se retrouve, selon les témoins, avec la jambe complètement déchirée (les vidéos sont très violentes). Le jeune homme s'en sort avec plusieurs fractures ouvertes.

A Anderlecht, un jeune homme de 19 ans est tué dans le même type d'intervention policière brutale, injustifiée et purement raciste : un jeune homme arabe ou noir à moto, dans un quartier, au yeux des policiers, c'est forcément une « racaille » dont la vie n'a aucune valeur.

Les journaux bourgeois parlent déjà d'une simple erreur, comme si les fonctionnaires avaient été « forcés » d'utiliser la force ; ils justifient la jambe arrachée et la violence par le simple nom du quartier. A Anderlecht, pourtant, Les journalistes Douglas De Coninck et De Morgen ont reconstitué la scène : les flics ont volontairement percuté le jeune homme, les témoins utilisés par la police ont subi des pressions – et finalement se rétractent ; la voiture de police n'était pas identifiée.

On sait que la version policière et médiatique est fausse

Elle est toujours fausse : avant hier, un policier tire sur un homme et met le tout en scène sur Snapchat ; les médias tentent quand même de le couvrir ! A Anderlecht, comme à Villeneuve-la-Garenne, les policiers violents sont couverts, blanchis par les hiérarchies, les familles et les proches sont baladés de pseudo-enquêtes en pseudo-procès qui

ne mèneront à rien. Le lendemain des faits, on sait déjà comment tout va se passer.

Suite à cet énième exemple de violences policières, samedi 18 avril, des révoltes anti-flics ont éclaté dans la nuit du dimanche au lundi, et du lundi au mardi.

L'AFP rapporte des tirs de mortier à Villeneuve-la-Garenne, ainsi que des révoltes spontanées dans plusieurs villes de la banlieue parisienne. D'autres banlieues, par exemple proches de Lyon et Strasbourg, ont vu des mouvements similaires. Le 22 avril, suite au tabassage violent d'un homme, de nouvelles révoltes éclatent à Limoges, ciblant une annexe de la mairie.

Ces révoltes rappellent celles qui ont suivi la mort d'Aboubakar Fofana à Nantes en 2018, la mutilation de Théo en 2017 à Aulnay, le meurtre d'Adama Traoré par les gendarmes à Persan, ou encore l'attaque du commissariat du 19ème arrondissement de Paris après le décès de Shaoyao Liu.

Sur Twitter, où de nombreuses vidéos ont circulé, un #MortAuxPorcs est apparu et est rapidement devenu une des premières tendances du pays. Il reprend la phrase censurée du clip "Fuck le 17" du groupe 13 Block.

En réalité, les violences policières ne sont pas des « bavures », elles sont le fonctionnement normal de l'institution policière.

Lorsqu'on passe sa main sur une phrase après avoir écrit au stylo plume, ça bave. Ça, c'est une bavure, c'est à dire un fonctionnement anormal du stylo qui produit des effets non recherchés. Les violences policières ne sont pas des effets non recherchés par l'institution policière, elles ne sont pas des bavures, c'est même tout le contraire.

Dans le cadre de l'État capitaliste, la police et l'armée font partie des rares institutions à pouvoir user légalement de la violence physique. Ainsi, cette violence

physique fait partie intégrante de leur fonction.

L'État a pour rôle fondamental de représenter et défendre les intérêts de la bourgeoisie

Dans un ouvrage intitulé « *Critique de la Philosophie du droit de Hegel* » rédigé en 1843, Karl Marx défend l'idée selon laquelle l'apparition et le développement de l'État sont le résultat de l'évolution des structures socio-économiques (appelées infrastructures par Marx). Ainsi, contrairement à ce que pensait Hegel, Karl Marx révèle dans cet ouvrage la nature profonde de l'État qui, loin de représenter un idéal, représente en réalité les intérêts de la classe dominante.

Ainsi, après une étude scientifique des sociétés capitalistes du 19ème siècle, Karl Marx propose un renversement total de la pensée philosophique alors majoritaire. Selon Marx, ce sont les infrastructures (rapports de production, économie, forces productives) qui sont premières et qui déterminent les superstructures (institutions politiques, lois, idéologies etc). Avec cette analyse, Karl Marx pose les bases théoriques nécessaires à la compréhension du fonctionnement des États capitalistes, et nécessaires à la compréhension du fonctionnement des institutions de ces États.

Si l'État est le représentant des intérêts de la classe dominante – la bourgeoisie – alors la police, en tant qu'institution de l'État, a pour rôle fondamental la défense des intérêts de la classe capitaliste.

“Si l'État est le représentant des intérêts de la classe dominante – la bourgeoisie – alors la police, en tant qu'institution de l'État, a pour rôle fondamental la défense des intérêts de la classe capitaliste.”

Seulement, aujourd'hui, chez les marxistes – ou du moins chez les personnes se considérant comme telles – ce fait est largement nié, sous l'influence du révisionnisme, dont l'élément principal est le fait de vider le marxisme de



sa substance révolutionnaire. Le Parti Communiste Français, par exemple, principale organisation révisionniste au sein de l'État français, considère la police comme un « service public » et, dans une vision totalement dogmatique et anti-marxiste des services publics, considère ainsi ceux-ci comme des éléments en dehors du système capitaliste.

Cette analyse, qui pousse certains cadres de ce parti à demander plus de moyens pour que les policiers puissent réprimer « les casseurs », est évidemment erronée. Dans une société capitaliste, rien ne se situe en dehors des logiques capitalistes, et si une institution, comme la police par exemple, n'a pas pour vocation de faire des bénéfiques, cela ne signifie pas pour autant que cette institution ne remplit pas un rôle qui, de manière plus ou moins directe, sert les intérêts de la bourgeoisie.

Pour la police, cela est évident : elle est le bras armé de la bourgeoisie. Elle est le rempart physique entre la légitime colère des masses populaires et les personnes à l'encontre de qui s'exprime cette colère. Elle est l'institution en charge de faire appliquer sur le terrain les lois de l'État bourgeois.

Le mouvement des gilets jaunes, au cours duquel la violence de la police s'est déchaînée de manière inouïe, a bien montré cela : face à des masses populaires déterminées à lutter contre les conséquences désastreuses de l'exploitation capitaliste, il faut une force armée capable de contenir cette colère, de faire

en sorte que jamais des milliers de manifestants entrent dans l'assemblée nationale ou dans l'Élysée avec la volonté ferme de demander des comptes aux représentants de l'État bourgeois. En éborgnant, en arrachant des mains, en tirant au LBD, en matraquant, la police a parfaitement rempli ce rôle et, en décembre 2018, au plus fort du mouvement, elle a permis d'empêcher la révolte de tourner à l'insurrection.

Une violence qui ne s'exprime pas que dans les manifestations

Mais la violence de la police ne s'exprime pas que dans les manifestations. Elle s'exprime également au quotidien dans toutes les banlieues, avec les contrôles au faciès, les humiliations, les insultes, les coups et parfois même le meurtre. Dans un ouvrage de 2011 intitulé « *La Force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers* », le sociologue et anthropologue Didier Fassin livre ses conclusions après avoir passé plus de deux ans avec des patrouilles de la brigade anti criminalité de la police nationale (BAC). Selon lui, le rôle de la BAC est avant tout d'imprimer un ordre social discriminant.

Il affirme ainsi dans son ouvrage que « le contrôle d'identité est un pur rapport de force qui fonctionne comme un rappel à l'ordre – non pas à l'ordre public, qui n'est pas menacé, mais à l'ordre social ». Dans le même ouvrage, Didier Fassin dit également « La répétition des mêmes expériences dans une routine mortifiante est une véritable éducation physique au

cours de laquelle on intériorise sa place sociale. L'habitude de l'humiliation doit produire l'habitus de l'humilité. »

À travers ces mots du sociologue Didier Fassin, on peut clairement voir le rôle de contrôle social de l'institution policière. La violence, utilisée quotidiennement par la police, n'est donc qu'un outil utilisé par les forces de répression de l'État bourgeois pour humilier, assujettir, les populations les plus susceptibles de se révolter.

Face à cette réalité fondamentale du rôle de la police, les bourgeois – et les révisionnistes – défendent l'idée que, en faisant appliquer les lois, la police fait respecter le « contrat social » et que, par ailleurs, l'action de la police reste encadrée par des lois qui interdisent aux policiers d'outrepasser leurs fonctions.

Ces idées sont évidemment fausses. Il n'existe pas de « contrat social » dans la société capitaliste divisée en classes aux intérêts divergents. Comme nous l'avons vu précédemment, l'État ne naît pas de la volonté concertée de la population d'avoir un instrument au service des intérêts du peuple, il naît du besoin de la bourgeoisie d'avoir un instrument défendant ses intérêts. Ainsi, quand Karl Marx et Friedrich Engels écrivent en 1848 dans « *Le Manifeste du Parti Communiste* » que « *L'Histoire de toute société jusqu'à nos jours, n'a été que l'histoire de la lutte des classes* », ils nous enseignent que le développement de l'État n'est qu'une résultante de cette lutte des classes, et non le fruit d'un contrat social. De même, les lois promulguées par

les États bourgeois ne s'inscrivent pas dans un autre contexte que celui de la société de classe. Croire que les lois sont faites pour protéger la population, et ainsi appliquées méticuleusement par la police dans cet objectif, c'est réfuter tous les enseignements de la science matérialiste.

Au delà de ça, nous pouvons également observer que même les lois supposées

protéger la population des abus de la police ne sont pas réellement respectées et que les policiers outrepassant illégalement leurs fonctions sont toujours protégés par leur hiérarchie, par leurs collègues et par la justice. C'est ce qu'analyse notamment l'ouvrage collectif « *Permis de tuer, chronique de l'impunité policière* » publié en 2011 par des proches de victimes de crimes policiers et le sociologue Mathieu Rigouste.

Ainsi, une simple analyse de l'impunité des policiers qui « outrepassent leurs fonctions » permet de comprendre que, même si dans les textes législatifs, les lois existent pour les sanctionner, ces lois ne sont presque jamais appliquées, ce qui ne résulte pas de défaillances du système judiciaire mais bien du fait que la violence fait partie intégrante de la fonction de la police.

Les couturières, les masques et le patriarcat

Notre société est une société patriarcale. Mais souvent, ce terme est liquidé : on oublie que le patriarcat est avant tout une structure construite sur une base matérielle. Et cette base matérielle, c'est la nécessité du travail reproductif. Le travail reproductif, c'est le travail indispensable à la société, mais qui n'est pas payé, qui est réalisé au sein du foyer. Ce travail est dévolu aux femmes, essentiellement : les statistiques parlent de 3h26 par jour pour les femmes contre 2h pour les hommes. Mais cette statistique est trompeuse, elle prend en compte les hommes seuls, bien obligés de réaliser leur travail ménager, et ne prend en compte que le travail « strictement ménager », en oubliant d'autres parts du travail reproductif.

Dans l'actualité, un scandale est représentatif de cette question : celui sur les masques, réalisés gratuitement par des couturières. En effet, une grande partie du travail reproductif est devenu un marché capitaliste, mais ces secteurs restent essentiellement féminins. Les masques ne sont pas pris en charge par l'appareil productif et l'État a simplement laissé la population se débrouiller. Il faut bien, donc, que la solidarité se mette en place, et en tant que travail féminin, reproductif, ce sont les femmes qui s'y collent.

Une couturière déclare pour France Info : « J'ai tout envoyé et fabriqué avec mon argent, j'ai fait ça par solidarité vu les manques du gouvernement, explique-t-elle. Mais au final, je paye pour mon propre travail, et je paye aussi de ma



personne. Pour le moment, ce sont les nerfs qui tiennent et le besoin des gens, mais peut-être que je vais m'écrouler tout d'un coup et que ça n'ira plus ». La production de masques est un travail reproductif, un travail qui fait parti de la valeur de la force de travail, de la reproduction de cette force de travail. Les couturières ont travaillé gratuitement pour les hôpitaux et les EHPAD. Ce travail est essentiel pour empêcher des gens de tomber malade.

Cette couturière n'est pas la seule à craquer. Elles sont nombreuses à passer de longues journées de travail gratuit, bien plus que le droit du travail ne l'autoriserait. Ce travail est essentiel, mais reste gratuit, malgré tout. La « solidarité » n'est pas neutre, et le choix délibéré de faire reposer la production de masques sur la population rend l'État responsable de ce surplus de travail féminin.

On peut tirer plusieurs conclusions de tout cela. D'abord, le travail reproductif est essentiel mais invisible. Il est nécessaire,

et repose sur le dos des femmes, bien plus que ne veulent le dire les statistiques. Et pourtant, il pourrait être fait d'une autre façon : par des personnes payées, des ouvriers et des ouvrières. Dans les pays socialistes, en particulier la Chine*, le travail domestique n'était pas simplement réparti – même si il l'était, bien entendu – entre hommes et femmes, mais socialisé : tout ce qui pouvait être fait en dehors du foyer l'était. Blanchisseries collectives d'immeuble, garderies et crèches collectives, cantines collectives par quartier, entre autres.

Le Front Uni* doit absolument prendre en compte cet enseignement et appliquer la socialisation du travail reproductif, dès qu'il le peut.

*La Chine était un État socialiste jusqu'au coup d'État de Deng Xiaoping en 1976.

* le Front Uni est composé des Jeunes Révolutionnaires, du Mouvement Populaire des femmes, de l'Action Révolutionnaire LGBTI, du Front Proletaire et de La Cause du Peuple

Appel pour la libération de Georges Abdallah

La Cause du Peuple relaie l'appel de la campagne pour la libération de Georges Abdallah

« **SIGNEZ L'APPEL pour EXIGER LA LIBERATION IMMEDIATE de GEORGES ABDALLAH** comme l'ont déjà fait les premiers signataires à titre personnel ou pour leur organisation !

ENGAGEONS-NOUS ET EXIGEONS LA LIBERATION IMMEDIATE DE GEORGES ABDALLAH !

Chers amis, chers camarades,

Le 25 mars 2020, Nicole BELLOUBET, ministre de la Justice, annonçait que décision était prise avec le gouvernement, au vu de la crise sanitaire engendrée par la pandémie, de libérer de façon anticipée plusieurs milliers de détenus en fin de peine.

Depuis lors, nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour exiger une fois de plus la libération de Georges Abdallah : on ne compte plus les lettres adressées, en ce sens, à la Garde des Sceaux par les collectifs et les organisations de soutien sur le plan national et international mais aussi les interpellations formulées par des députés de plus en plus acteurs et actifs dans ce combat.

Et pour autant, force est de constater aujourd'hui cette fois encore, et ce malgré le contexte très exceptionnel de la menace grandissante et de l'urgence d'agir, qu'une fin de non-recevoir est là encore exprimée à travers le silence assourdissant et criminel de ce pouvoir politique et judiciaire pleinement responsable et coupable d'exposer Georges Abdallah

au risque du coronavirus.

Cette fois encore, semble-t-il, pas question de libérer Abdallah ! Pas question de libérer Georges Abdallah, dont, depuis maintenant plus de 21 ans, « la demande de libération n'est pas recevable ! ».

LIBERTÉ POUR GEORGES ABDALLAH

الحرية لـجورج عبدالله



CAMPAGNE.UNITAIRE.GABDALLAH@GMAIL.COM

Pas question de libérer Abdallah ! Alors que Georges Abdallah a vu sa peine de sûreté accomplie en 1999 et qu'il est libérable depuis plus de 20 ans.

Pas question de libérer Abdallah ! Alors qu'en 2012, le tribunal d'application des peines a donné un avis favorable à sa libération et que, depuis lors, le Liban, son pays, a réaffirmé à maintes reprises son accord pour son retour.

Pas question de libérer Abdallah ! Alors que Georges Abdallah, âgé de 69 ans,

est aujourd'hui l'un des plus anciens prisonniers politiques en Europe après 36 ans de captivité.

Et pour autant, s'il est bien un état d'urgence qu'il faut décréter aujourd'hui, c'est bien celui de libérer Georges Abdallah !

Face à ce déni encore réitéré par le pouvoir en place de la légitime libération de Georges Abdallah, nous, signataires de ce texte, exigeons une fois de plus la libération de ce résistant et appelons à accentuer la pression pour imposer le rapport de force qui seul fera plier ces donneurs d'ordre – comme le signalait déjà en toute clairvoyance Georges Abdallah quand, en octobre 2019, il déclarait déjà : « il ne suffit pas que l'État du Liban "demande" ma libération, encore faut-il établir un rapport de force réellement existant pour faire comprendre aux représentants de l'impérialisme français que mon incarcération commence à peser plus lourd que les possibles menaces inhérentes à ma libération ! ».

Faisons entendre le plus largement possible, chaque jour et de partout, le cri de Georges Abdallah et avec lui de tous les prisonniers politiques et multiplions toutes les initiatives, dans la diversité de nos expressions, pour exiger sa libération immédiate, ici et maintenant !

Que mille initiatives fleurissent !

C'est ensemble et seulement ensemble que nous vaincrons !

Paris, 03 mai 2020 »



Des Quilombos à la Ligue des paysans pauvres - 500 ans d'histoire de la lutte pour la terre au Brésil

La Cause du Peuple traduit ce texte de Redspark, premier d'une série sur la situation au Brésil.

Comme le Brésil est le site du premier soulèvement d'esclaves en Amérique latine avec la rébellion des Quilombos qui a commencé au XVIe siècle et a eu une histoire de lutte ininterrompue depuis lors contre le colonialisme et aujourd'hui l'impérialisme, il serait logique que l'histoire du mouvement révolutionnaire soit bien couverte par des livres, des articles et des études.

Mais alors que les anciennes luttes ont été analysées et furent même appropriées par le gouvernement de la pseudo gauche opportuniste qui a gouverné le Brésil pendant près de quatorze ans (de 2003 à 2016), il est difficile de trouver des informations sur les luttes des forces révolutionnaires aujourd'hui.

Cet article est le premier d'une série d'articles visant à donner un meilleur aperçu du mouvement révolutionnaire qui, depuis 1995, a lutté contre l'agression impérialiste, les changements successifs de gouvernement, un gouvernement qui se présente comme "de gauche" et "pro-populaire" mais qui a en fait continué à agir au nom de ses seigneurs impérialistes, notamment en massacrant des paysans, et le gouvernement actuel du fasciste Bolsonaro.

1. De la colonisation à 1995

Pour mieux comprendre la lutte pour la terre au Brésil, il faut d'abord l'envisager dans le contexte de la colonisation portugaise en 1500, qui a duré officiellement jusqu'en 1822, date à laquelle une politique officielle de simple séparation du royaume du Portugal en tant qu'"Empire du Brésil" et sous le joug semi-colonial de l'Angleterre a eu lieu. En réalité, la propriété des terres est restée la même qu'à l'époque coloniale : concentrée dans les mains d'une petite minorité. Moins de 2 % de la population qui possède des terres (appelé latifundio) possèdent 50 % des terres, tandis que 91 % des propriétaires fonciers, qui sont des

paysans, possèdent moins de 20 % des terres. 5 millions de familles paysannes n'ont aucune terre, malgré plusieurs "réformes agraires" qui auraient été réalisées ou promises par différents gouvernements.

La première rébellion pour réclamer le droit à la terre a été menée par des communautés d'esclaves africains en fuite appelées les Quilombos (qui signifie "camp de guerre"). Il y a eu de nombreuses rébellions quilombos depuis le tout début de la colonisation portugaise, mais leur faiblesse numérique et militaire par rapport aux colonisateurs les a mis en position défensive. Quilombo dos Palmares, dans le nord-est du pays, la plus importante d'entre elles, a duré cent ans, résistant à plusieurs campagnes d'encerclement, et a finalement succombé en 1694. Ainsi, les terres qu'ils ont été contraints de chercher étaient difficiles d'accès et isolées, et il était impossible de s'emparer de grandes étendues de terrain. Cette situation faisait d'eux des paysans pauvres de facto. De plus, avec la fin de l'esclavage en 1888, les masses d'anciens esclaves, laissées à elles-mêmes, sont entrées dans les zones profondes inexplorées du pays, où elles ont établi des communautés, dont beaucoup subsistent encore aujourd'hui et ont continué à lutter pour la propriété de leurs territoires.

À la fin du XIXe siècle et au début du XXe, il y a eu une série de révoltes dites "messianiques", ainsi nommées parce que leurs principaux chefs étaient des prêcheurs pieux qui donnaient un caractère profondément religieux à leurs mouvements. C'est le cas de la révolte des Canudos dans le nord-est du pays, dirigée par Antonio Conselheiro, qui a duré environ 30 ans (1867 à 1897). Ils ont fait face à trois campagnes militaires dans ce qui est considéré jusqu'à aujourd'hui comme la "guerre civile la plus meurtrière" de l'histoire du Brésil. En outre, la "guerre de Contestado" (de 1912 à 1916) dans le Sud a été l'une des plus grandes guerres paysannes d'Amérique du Sud. Toutes les luttes avaient pour but

principal la terre pour les cultivateurs, et toutes ont été réprimées dans le sang par les forces répressives coloniales et, depuis l'indépendance, par l'armée brésilienne.

La lutte pour la terre s'est intensifiée dans les années 1940 avec une série de soulèvements spontanés et de saisies de terres, inspirés d'une part par le soulèvement armé de novembre 1935, dirigé par le Parti Communiste du Brésil (PCB), et d'autre part par la fin du régime militaire de Vargas (1930-1945). Le PCB a dirigé ces mouvements, en organisant des associations de paysans et les ligues paysannes, principalement entre 1948 et 1954. En 1953, après un processus d'unification des différents syndicats de travailleurs ruraux et de paysans pauvres, il réalise sa 1ère Conférence Nationale des Travailleurs Agricoles et des Paysans Pauvres qui crée l'ULTAB (Union des Laboureurs et des Travailleurs Agricoles Brésiliens).

La direction du PCB sur le mouvement paysan lui a donné un caractère politique plus défini en lui donnant une ligne politique claire – la nécessité d'une réforme agraire – et en lui montrant une voie claire pour atteindre cet objectif : la lutte armée, symbolisée par la lutte de Porecatu (dans l'État du Paraná), pendant laquelle plus de 300 familles ont occupé 4000 hectares (40 km²) de terres. Les paysans ont défendu leurs terres saisies en organisant des milices armées qui avaient initialement un rôle défensif, mais qui, à mesure que la lutte s'intensifiait, ont lancé des offensives tactiques contre le latifundio et ses hommes armés.

L'exemple du Porecatu a inspiré de nombreuses autres occupations armées, comme celles du sud de Bahia, et celles du triangle Mineiro de Trombas et Formoso. Les paysans se sont organisés en ligues militantes et leur lutte est devenue une référence pour les mouvements armés de toute l'Amérique latine.

La croissance du mouvement a été interrompue par deux événements : 1. La nomination de Joao Goulart,

représentant social-démocrate de la bourgeoisie nationale et défenseur des “réformes de base”, comme ministre du travail, puis son élection comme président du Brésil. Il s’est réapproprié la cause de la majorité des syndicats et des organisations de masse et s’est opposé au mouvement paysan. Le mouvement, sous le drapeau de la “réforme agraire par la loi ou par la force”, a persisté dans sa résistance armée malgré la promesse d’une série de réformes progressistes (comme l’augmentation de 100 % du salaire minimum et les vagues promesses d’une “réforme agraire”) ; et 2. Un nouveau glissement vers la droite à la direction du PCB, permettant à la ligne réformiste contraire à la lutte armée de prévaloir. Adoptant la ligne de Khrouchtchev peu après 1956, cette ligne a conduit le Parti à abandonner les ligues paysannes et a centré la lutte pour la terre sur la lutte juridique et les revendications aux gouvernements populistes successifs pour une “réforme agraire” – rejetant l’alliance de lutte armée qu’il a faite avec les paysans comme une déviation “opportuniste de gauche”.

Cela a conduit à une scission interne au Parti avec le révisionnisme khrouchtcheviste, à la réorganisation générale du Parti en tant que PCdoB et de la lutte armée en tant que guerre populaire, adoptant la pensée de Mao Zedong. Ainsi, les ligues étaient toujours dirigées par des communistes et d’autres forces de gauche influencées par la Révolution cubaine. Leur croissance continue est devenue si problématique pour les intérêts impérialistes qui contrôlaient le Brésil que celui-ci a fomenté un coup d’État militaire en 1964. Le premier acte du régime militaire fasciste nouvellement installé a été d’interdire toutes les ligues paysannes et de les réprimer, ce qui a conduit à un massacre sanglant de leurs dirigeants et de leurs masses.

Le régime militaire a été efficace dans sa répression ; la Guérilla de l’Araguaia, au Pará, en Amazonie orientale, (une région de vaste forêt amazonienne tropicale qui couvre plus de 60% des 8,5 millions de km² du territoire brésilien, bien qu’une grande partie de la forêt ait été dévastée), où le parti communiste réorganisé s’est battu avec les paysans pour mener à bien la guerre populaire a été vaincue après trois ans de résistance. La lutte pour la terre s’est désorganisée et ce n’est que lorsque le régime a commencé à

s’affaiblir (à la fin des années 70) que de nouvelles organisations sont réapparues, certaines dirigées par des prêtres plus libéraux de l’Église catholique. En 1985, le Mouvement des sans-terre (MST) est fondé et en 1995, la Ligue des travailleurs et des Paysans Pauvres.

2. La résistance de Corumbiara, et la bataille de Santa Elina

Lorsque la nécessité du régime militaire a décliné et que son règne était finalement terminé en 1985, la bourgeoisie a présenté ce moment comme un “retour de la démocratie” qui rendrait la “liberté d’expression” et la “liberté d’association” totales. Cette situation a permis aux paysans de former le “Mouvement des sans-terre” (MST), qui visait à poursuivre la lutte des ligues paysannes pour la réforme agraire.

Entre-temps, le Parti des Travailleurs (PT), un parti social-démocrate fondé en 1982, se présentait comme défenseur des droits des travailleurs et des paysans, un rôle qu’il avait entrepris depuis le début des années 80. Avec la fin de l’URSS sociale-impérialiste et la “chute du mur de Berlin”, les opportunistes ont laissé tomber leurs faux masques de marxisme et ont centré leur lutte sur les élections corrompues du pays. La majorité de la direction du MST espérait le succès du PT aux élections et croyait que la possibilité d’une réforme agraire suivrait.

Alors que cette contradiction a été discutée et débattue au cours de la première décennie du MST, la situation

en Rondônia a montré le caractère inconciliable de la contradiction et a tracé une ligne de démarcation entre les opportunistes et les révolutionnaires.

L’État de Rondonia, situé dans la partie occidentale de la forêt amazonienne, a connu une migration croissante de paysans sans terre depuis les années 60,



avec la promesse d’obtenir des titres de propriété sur les terres qu’ils déboisaient. En réalité, les latifundio qui étaient censés posséder légalement la propriété utilisaient souvent les paysans comme main-d’œuvre gratuite pour travailler leur terre et, une fois celle-ci déboisée, utilisaient leurs hommes de mains pour les tuer ou les expulser.

Dans de nombreux cas, les paysans ont résisté au latifundio, mais la force du latifundio et la collaboration de la police, ainsi que la corruption des politiciens locaux, ont fait que ces rébellions spontanées ont été réprimées par des massacres et des génocides non rendus publics. La section locale du MST en

Rondônia a vu les contradictions entre ses deux factions s'intensifier : alors que les révolutionnaires appelaient à de larges mobilisations et à un niveau plus élevé d'organisation et de combativité, les opportunistes ont refusé d'agir, sous prétexte que le gouverneur de l'État, Valdir Raupp, était un allié du PT. Ils ont prétendu qu'agir contre lui pourrait

qui satisfasse à la fois les paysans et le latifundio. En effet, fin juillet, une délégation de différentes institutions gouvernementales est allée proposer de reloger les 600 familles sur 500 hectares (5 km²) – une proposition inacceptable étant donné qu'il faut au moins 0,5 ha de terre pour cultiver de la nourriture (dans des conditions optimales) pour faire vivre

une personne par an. Cette "solution" proposée était en fait un coup de poignard dans le dos aux masses. Dans le même temps, les dirigeants du MST ont donné à l'État les noms des dirigeants qui ont dirigé l'occupation du latifundio de Santa Elina.

Le refus de cette carotte empoisonnée a apporté le bâton de la répression. Moins d'une semaine plus tard, le 9 août, les latifundio ont envoyé leurs hommes armés avec le soutien de la police pour expulser les paysans. Ce qui

est largement connu comme le "Massacre de Corumbiara", les révolutionnaires appellent la "Bataille de Santa Elina". Les paysans n'ont pas été massacrés passivement, car ils étaient armés (avec un nombre limité de fusils), et les terres ont été défendues avec ces fusils, machettes, faucilles, pièges et bombes artisanales. Ils ont payé le prix de leur résistance : 16 ont été tués parmi lesquels la jeune Vanessa, 7 ans, qui a été exécutée de sang froid par un policier, 7 ont disparu, et plus de 200 ont été gravement blessés par des coups de feu et des coups de bâton et de machette, avec des centaines d'hommes, de femmes et de personnes âgées qui ont été torturés pendant toute une journée

après leur reddition.

La bataille de Santa Elina a été le moment de rupture où les révolutionnaires ont réalisé la nécessité de la scission avec la direction du MST, car ils ont vu que la passivité, ou dans ce contexte même le rôle de démoralisation/démobilisation de sa direction était un obstacle à la formation d'une organisation qui serait vraiment capable de lutter pour la réforme agraire. L'organisation qui a vu le jour six mois après la bataille sanglante de Santa Elina a été fondée le 25 février 1996, et a pris le nom de Mouvement Paysan de Corumbiara (MCC). Son premier objectif était de soutenir les familles des combattants tombés à Santa Elina et les nombreux blessés, dont les balles étaient encore à l'intérieur de leur corps et de les venger en s'emparant à nouveau de ces terres.

Au sein du MCC, une autre lutte de ligne est apparue : alors que la majorité soutenait la nécessité d'une réforme agraire par la violence révolutionnaire, une minorité a été lentement gagnée à des positions plus "modérées". Lula, le candidat présidentiel du PT, était connu des paysans, car il est apparu pendant la résistance de Santa Elina pour faire des promesses de soutien à leurs revendications s'il était élu. Si le PT a déjà prouvé par sa "non-ingérence" dans un massacre perpétré avec la complicité de ses "alliés politiques" qu'il n'était pas du côté des paysans, une minorité a quand même suivi ces fausses promesses.

3. La lutte de la Ligue des Paysans Pauvres au temps de Lula

Les limites du MCC en tant qu'organisation régionale ont été rapidement identifiées car la bataille de Santa Elina a inspiré des luttes dans d'autres États brésiliens. Ce fut notamment le cas dans le nord du Minas, dans l'État du Minas Gerais, où des familles de paysans s'organisaient elles-mêmes, et s'emparaient de terres sous la direction de la Ligue des Travailleurs et des Paysans. Avec le MCC, ils ont formé une structure appelée Commissions de Lutte Paysanne (CCL), qui visait à définir une ligne politique claire afin de former une organisation à l'échelle nationale.

Alors qu'à cette époque, plusieurs organisations jouaient déjà le rôle d'une organisation paysanne nationale, les CCL les considéraient comme opportunistes et/ou ayant une perspective très limitée ; leur principale préoccupation était



nuire à cette alliance et empêcher le PT de gagner les prochaines élections qui, de toute façon, "résoudraient tout", comme le PT l'avait promis après son arrivée au pouvoir.

En juillet 1995, quelque 600 familles mobilisées par la direction dissidente du MST ont saisi 18 000 hectares (180 km²) de terres dans le latifundio de Santa Elina, dans la municipalité de Corumbiara. Les terres saisies ont été réparties équitablement entre les familles, qui ont commencé à construire des maisons. Le "soutien" que les opportunistes du MST ont apporté à la lutte a été de plaider auprès du gouvernement pour qu'il intervienne afin de proposer une "solution politique"

uniquement de réaliser la “réforme agraire” dans les limites de l’ancien État, qui était aux mains des propriétaires terriens et des grands bourgeois. Cependant, les CCL pensaient que le mouvement paysan devait lutter pour la révolution agraire, c’est-à-dire pour la destruction totale du latifundio, ce qui ne serait possible que par une alliance entre paysans et travailleurs qui transformerait non seulement les campagnes, mais aussi toute la société brésilienne.

C’est sur cette ligne, synthétisée par le document “Nosso Caminho” (“Notre chemin”), que la Ligue des Paysans Pauvres (LCP) a été fondée en avril 2000. Lors de son premier congrès, elle a créé cinq chapitres de la Ligue dans différents États et a pris contact dans d’autres États avec des groupes de paysans qui occupaient des terres, car il y a eu un mouvement d’occupation/saisie spontanée de terres dans tout le Brésil à cette époque.

La question de la terre au Brésil est devenue de plus en plus un “sujet brûlant” au cours de ces années, à la fois parce que le pays était confronté à une crise économique (puisqu’il a été profondément touché par la crise financière asiatique de 1997), mais aussi en raison de l’augmentation du nombre d’entreprises agroalimentaires dans le pays (passant de 18 000 en 1994 à 47 000 en 2001). Ces entreprises ont rapidement acheté des terres au latifundio qui, dans de nombreux cas, ont été occupées par des paysans pauvres qui ont ensuite été expulsés. Ces deux facteurs ont aggravé la pauvreté de la population et alimenté sa colère.

La colère du peuple s’est intensifiée et les occupations spontanées de terres ont augmenté, ce qui a commencé à menacer les intérêts des impérialistes et à présenter la possibilité d’une révolution. La situation n’était pas favorable à un coup d’État militaire qui aurait pu conduire le pays à un état de guerre civile. Le gouvernement du Parti du mouvement démocratique brésilien, qui dirigeait le pays depuis la fin du régime militaire, n’a pas été en mesure de résoudre cette crise politique.

Alors que le PT s’était présenté aux élections en promettant une “réforme agraire” et une “transition vers l’économie socialiste”, son leader Lula (Luiz Inácio Lula da Silva, un ancien dirigeant

syndical devenu populaire grâce à ses discours radicaux lors de la chute du régime militaire à la fin des années 70) a prouvé aux investisseurs étrangers qu’il ne mettrait pas leurs intérêts en danger en signant une lettre publique en 2002. Cette lettre stipulait qu’il ne modifierait pas la politique économique du Brésil, ni n’annulerait aucun de ses traités internationaux (inégaux).

Sans surprise, Lula a remporté ces élections avec le soutien malheureux de tous les partis “communistes” du pays qui rêvaient de la possibilité de “radicaliser de l’intérieur” le PT et son futur gouvernement.

Une fois élu, Lula a lancé un programme appelé “Programme National pour la Réforme Agraire II”, censé accorder des titres de propriété foncière à un demi-million de paysans pauvres. Ce programme n’a jamais été mis en œuvre et est devenu de moins en moins une priorité, car il serait fait “au moment opportun”. En attendant, Lula a déclaré que le pays était “assez grand” pour l’agrobusiness et les paysans pauvres, et qu’ils devraient faire la paix entre eux (!). Et aux opportunistes tels que la direction du MST, qui se sont engagés dans des manifestations non violentes appelant le président à honorer ses promesses, la direction du PT a répondu : “Soyez patients.”

La LCP et les paysans pauvres de tout le Brésil ont continué à s’emparer et à occuper des terres, et ils ont payé le prix de leur lutte. Au cours de la première année de la présidence de Lula, 73 paysans ont été assassinés, soit le double du gouvernement précédent. (Il y a eu 292 meurtres entre 1995 et 2002, soit une moyenne de 36 par an).

Outre l’intensification de l’assassinat des leaders paysans, l’État a lancé une guerre psychologique pour briser l’unité des paysans pauvres. Par exemple, en 2003, Lula a publié un décret présidentiel qui a défini les critères juridiques des “quilombos”. D’autres définitions juridiques ont suivi, dictant qui était légalement qualifié de “paysan sans terre”, qui était “indigène”, etc. Ces différentes identités accordaient à des groupes spécifiques de personnes des droits légaux pour revendiquer certaines terres, et les autorités locales les utilisaient pour créer des conflits entre les différentes communautés (par exemple, en disant

aux quilombos que les villages paysans pauvres adjacents étaient installés sur des terres qu’ils pouvaient revendiquer).

On a dit aux paysans qu’ils n’avaient pas besoin de se battre, qu’il suffisait de s’enregistrer (ce qui a conduit à la situation absurde où le Brésil a plus de terres enregistrées que sa masse terrestre totale, car le latifundio ne “désenregistre” pas les terres que les paysans pauvres enregistrent comme étant les leurs). Ces actions ont donné l’espoir à certains que c’était le début d’une division plus équitable des terres, mais la réalité est que les latifundio n’ont vu qu’une augmentation de leurs propriétés foncières, puisque le gouvernement leur a permis d’utiliser légalement des terres publiques grâce au programme “Terra Legal”, en partant du principe que cela aiderait l’économie brésilienne à se développer. En réalité, le programme a fait progresser des formes destructrices d’exploitation des terres, comme la déforestation rapide de l’Amazonie, et la pratique dévastatrice de la culture commerciale de l’eucalyptus, de la canne à sucre, du bétail et de l’exploitation minière.

4. Intensification du mouvement paysan depuis 2013

Lula a effectué deux mandats et a été remplacé en 2011 par une autre figure du PT, Dilma Rousseff. Elle a joué le rôle de successeur, poursuivant la même politique de soutien à l’agrobusiness et à la monoculture d’exportation (c’est-à-dire le pillage des ressources du pays pour le profit impérialiste) que Lula avait initié.

Pendant son mandat, le mouvement paysan s’est intensifié, en particulier après les manifestations de 2013 qui ont marqué le tournant décisif pour le pays. Plusieurs dirigeants du LCP ont été assassinés ; en 2012, Renato Nathan a été assassiné dans l’État de Rondônia et en 2014, Cleomar Rodrigues, dirigeant de la région du Nord du Minas, a été assassiné aux portes d’une zone révolutionnaire qu’il avait aidé à organiser et où il vivait et travaillait depuis 2008.

La destitution de Rousseff en 2016, conséquence de son implication dans des scandales de corruption, a créé une situation dans le pays où les classes dominantes se sont divisées. La crise économique (tant nationale qu’internationale) menaçant leurs intérêts, elles ont vu que les masses

avaient perdu confiance dans le PT, car celui-ci s'est révélé incapable de résoudre les problèmes les plus fondamentaux du peuple, tels que la réalisation de la réforme agraire.

En effet, les treize années des gouvernements opportunistes du PT ont été des années de trahison des paysans et autres travailleurs. Aucune "réforme agraire" n'a été promue. Au contraire, la répression du mouvement paysan révolutionnaire a été plus forte que celle des gouvernements précédents. Quant aux dirigeants du MST, ils ont simplement atteint la sphère de la bureaucratie de l'État bourgeois-féodal. Avec cela, la direction du MST a progressivement abandonné la lutte contre les latifundio, se concentrant sur la défense de l'"agroécologie" et la dénonciation des géants étrangers qui produisent des agrottoxines et des semences transgéniques, des tracteurs et des machines, sous la bannière d'une prétendue "réforme agraire populaire". Les dirigeants du MST ont non seulement abandonné la tactique de l'"occupation" mais ont commencé à attaquer le mouvement paysan révolutionnaire, ils ont été de connivence et complices de l'assassinat des dirigeants et des masses. Ils faisaient partie de la "force spéciale" de la police politique et des forces de répression et d'autres organes de l'ancien État, malgré les organisations de masse opportunistes qui promouvaient

l'"Opération Paix à la campagne", qui était responsable des persécutions, des arrestations et de l'élimination des combattants sociaux.

Et ce manque de confiance croissant envers le PT et son principal promoteur, la direction du MST, a entraîné une augmentation de l'abstention (ne pas voter, votes nuls ou blancs), malgré le fait que le vote soit obligatoire au Brésil. Lors des dernières élections de 2018, de nombreuses personnes se sont tournées vers l'extrême droite pour exprimer leur colère face à la situation, notamment contre les politiques et les conséquences de l'opportunisme. Ces deux facteurs ont conduit à l'élection du fasciste Bolsonaro par seulement 30 % des personnes ayant le droit de vote : Bolsonaro a obtenu 57 millions de voix, Haddad (PT) 46 millions, et le boycott représentait 57 millions de personnes, dans ce qui a été l'élection la plus boycottée de l'histoire du Brésil.

Depuis 1995, le mouvement paysan révolutionnaire a appelé au boycott des élections et depuis sa fondation, la LCP a appelé au boycott des élections. Aujourd'hui, les opportunistes disent que le Brésil est désormais un État fasciste et que la seule intervention politique possible est d'appeler à la libération de Lula (qui a été emprisonné de 2017 à la mi-2019, condamné pour corruption et blanchiment d'argent). Mais la

Ligue continue d'avancer sa ligne de destruction du latifundio, en s'emparant de terre après terre, étape par étape, et déclare qu'il n'est plus possible de faire avancer la lutte pour la terre sans rééditer la guerre paysanne sacrée et historique par une stratégie révolutionnaire et une ligne politique correctes et justifiées. Pour cela, ils défendent et déclarent la nécessité d'augmenter le nombre de mobilisations militantes pour résister aux expulsions et continuer à saisir encore plus de terres.

Références

Sources révolutionnaires :

- LCP, *Nosso Caminho*, 2001, révisé en 2018
- *Problemas da historia do Partido Comunista do Brasil*, 2016
- Articles de Resistencia Camponesa (journal de la LCP) et de *A Nova Democracia*

Autres sources :

- Goza, Franklin. *Brazilian Frontier Settlement: The Case of Rondônia*, 1994
- *A Liga dos Camponeses Pobres (LCP) e a luta pela terra no Nordeste*, David Pimentel Oliveira Silva, 2014
- *Revisiting Agrarian Reform in Brazil, 1985–2016*, Wilder Robles, 2018



Ajith : “Les racines sociales du Covid-19 sont aussi importantes que le virus lui-même”

Traduction d'une déclaration d'Ajith, dirigeant communiste révolutionnaire indien.

C'est dans les pays développés, censés avoir de meilleures installations de traitement, que le taux de décès par Covid-19 est le plus élevé. Bien que l'on puisse penser à de nombreuses raisons expliquant cela, le principal coupable est les politiques néolibérales qui ont attaqué les services de santé publique. L'absence de traitement rapide est l'une des principales causes de décès aux États-Unis et en Italie. Beaucoup de patients n'ont reçu aucun traitement. Pour la grande majorité des pauvres qui n'ont pas d'assurance maladie aux États-Unis (la majorité des Afro-Américains et des hispaniques), même les soins primaires sont impossibles.

Il en va de même pour la classe moyenne sans emploi. Par conséquent, beaucoup de personnes atteintes par le Covid-19 ne se sont pas rendues chez le médecin lors de l'apparition des symptômes. Au moment où ces patients sont obligés d'aller consulter un médecin, la maladie est bien souvent déjà incontrôlable. Le manque d'équipement ou de personnel adéquat a aggravé la situation. Trump et d'autres dirigeants impérialistes ont montré au début une irresponsabilité égoïste. Plutôt que de prendre soin de la santé des gens, leur souci était de maintenir des activités économiques de routine et à but lucratif. Cela a également contribué au taux de mortalité galopant observé aux États-Unis. Une perte aussi énorme a été causée par une maladie qui a un taux de mortalité d'à peine 2%. Cela met clairement en évidence l'incompétence et le caractère anti-populaire du néolibéralisme et de son géniteur, le capitalisme.

Le rôle de ces criminels ne s'arrête pas là. Il y en a qui soutiennent que l'arrivée de tels agents pathogènes est fortuite, et que donc personne ne peut l'arrêter. Ensuite, il y a ceux qui pensent que les lacunes peuvent tout au plus être identifiées dans les mesures prises pour y faire face. Il y a ceux qui décrivent le Covid-19 comme

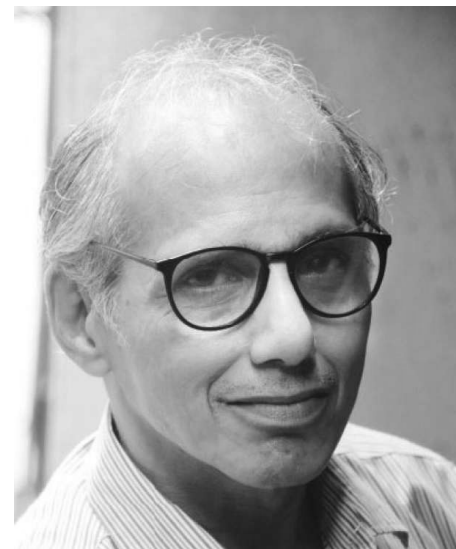
une punition infligée par la nature et ceux qui s'y opposent. La nature n'est certainement pas venue comme une sorte de pouvoir transcendantal pour nous punir, et elle ne le fera pas non plus à l'avenir. Pourtant, quelque chose de ce genre s'est sûrement produit, au sens des mots d'Engels.

Engels a écrit que même si l'Homme peut se vanter d'avoir conquis la nature, il finira par recevoir un coup dur de la nature, lui rappelant qui est vraiment le vrai maître. Ce qu'il voulait dire, c'est que les actions humaines ont des conséquences. Ces mots, qui révélaient le vide des prétentions capitalistes, faisaient également allusion au danger de son approche destructrice du développement.

Cela se voit bien dans les origines et la propagation de la pandémie de Corona d'aujourd'hui. Certains ont réduit la question aux seules causes génétiques. Ils cachent ainsi le rôle joué par les relations impérialistes qui lient le monde. Ce rôle est analysé scientifiquement et argumenté dans le prochain article principal du numéro de mai de la Revue mensuelle (rédigé conjointement par Rob Wallace, Alex Liebman, Louis Fernando Shaw et Roderick Wallace).

Eux aussi partent du marché de produits de la mer à Wuhan. Mais ils ne s'enlisent pas dans les habitudes alimentaires des Chinois, vues comme étranges dans le regard orientaliste du monde impérialiste. Au contraire, leur essai entre dans les relations sociales et économiques qui sont révélées par ce marché. “Comment le secteur des aliments exotiques est-il arrivé à un point de vente où il pourrait vendre ses marchandises aux côtés de produits plus traditionnels sur le plus grand marché de Wuhan?” – c'est de là qu'ils commencent.

Ils soulignent: « Bien au-delà de la pêche, la nourriture sauvage mondiale est un secteur de plus en plus formalisé, toujours capitalisé par les mêmes sources qui soutiennent la production industrielle. » Une chaîne remonte du marché de Wuhan aux arrière-pays où les aliments exotiques et traditionnels



sont élevés par des producteurs bordant une contrée sauvage. Et puis un certain nombre de chaînes de commerce/transport relient ces centres à différents pays et grandes villes. Le virus corona est arrivé, voyageant là dessus, un peu comme le SRAS qui l'a précédé.

Certaines sociétés multinationales, telles que Johnson & Johnson, ont préparé une carte de faisabilité indiquant où de nouveaux germes pourraient apparaître à l'avenir. La vision géographique qu'ils ont adoptée pointe vers les pays du tiers-monde. L'essai de la Revue Mensuelle critique cette approche. Il souligne que «se concentrer sur les zones d'épidémie ignore les relations partagées par les acteurs économiques mondiaux qui façonnent les épidémiologies». Lorsque ces relations sont prises en considération, ce ne sont pas les pays du tiers monde, mais les principales sources de capital mondial – New York, Londres et Hong Kong – qui se révèlent être les pires points chauds. Ces nouveaux virus nocifs pour l'homme se sont propagés depuis la vie sauvage. Une grande partie de cela se produit aujourd'hui aux frontières du capitalisme, autrement dit, dans les zones forestières restantes. La déforestation détruit les habitats des animaux sauvages porteurs de maladies, créant ainsi des conditions propices à sa propagation. En quelques jours, les nouveaux agents pathogènes qui ont commencé leur voyage à partir de forêts peu peuplées, se sont répandus à travers le monde, à

l'abri d'une mondialisation à cheval sur le temps et l'espace.

Le nœud de cet essai peut être résumé ainsi : les virus qui avaient été largement contenus à travers la complexité des forêts tropicales sont entrés dans le courant dominant à travers la déforestation causée par le capital et les déficits de santé publique et d'assainissement de l'environnement.

En bref, les changements dans les conditions de vie et les conditions environnementales de la grande majorité, causés par la mondialisation et les politiques néolibérales, sont à l'origine de la tragédie actuelle. Sa principale solution est la destruction du système impérialiste et le succès du projet communiste. C'est le seul chemin pour réaliser une humanité qui valorise la vie humaine et la nature, dont ces vies aussi font partie.

En fait, Cuba et le Vietnam soulignent cette possibilité. Ce ne sont pas des pays socialistes aujourd'hui. Ce sont des pays qui ont été ré-émêlés d'une manière ou d'une autre par les relations impérialistes, par la restauration du capitalisme. Lorsque la Chine a augmenté ses salaires, les monopoles mondiaux ont démenagé au Vietnam. Cependant, certains vestiges de l'ère socialiste persistent.

Le secteur de la santé est encore largement public. Il existe des organisations qui peuvent contribuer à grande échelle au service volontaire. Ces pays ont été aidés par ces facteurs dans la lutte contre la pandémie. On peut voir comment les réalisations de l'ancienne ère socialiste ont également profité à la Chine, aujourd'hui un pays impérialiste. Le Kerala, où le secteur de la santé publique a été largement défendu par des luttes de masse, a pu mieux combattre Corona que d'autres États indiens. Pendant ce temps, les grands hôpitaux du secteur privé refusent inhumainement les personnes qui les approchent avec un rhume ou de la fièvre.

Il reste à voir combien de temps cela durera. L'impact que le Corona a créé est sûr de provoquer une résurgence des soins de santé publics. Cependant, sa subordination à la dynamique du capital imposera des barrières. La mémoire du capital est plutôt faible. Il y a de fortes chances que les exigences de profit obligent à nouveau le secteur public à céder à la privatisation. Même si le système de santé publique est conservé, il pourrait être utilisé comme une excellente source de données au service du capital. C'est ce qui a été constaté dans l'accord de Springler*, qui a permis à la

collecte de données de ne pas se soucier de la vie privée des individus.

Les données collectées sous prétexte de servir la santé publique pourraient devenir une matière première pour les entreprises pharmaceutiques, les compagnies d'assurance et autres. Il s'agit d'un nouveau niveau de privatisation, plus dangereux. Le capital pourra profiter indirectement de cela tout en se cachant derrière les structures du secteur public. Il en va de même pour l'application de santé que Modi (NDR : le 1er ministre indien) promeut.

Il ne suffit pas d'avoir un secteur public. Celui-ci doit vraiment servir le peuple. Cela ne sera possible que s'il s'inscrit dans une transition vers une société qui élimine le fossé entre le privé et le public dans l'économie et les infrastructures. Si cela doit être relancé dans n'importe quel pays du monde, non pas comme une ombre du socialisme mais comme une transition vers le communisme, comme une révolution continue, alors cela doit être guidé par les enseignements de la théorie communiste.

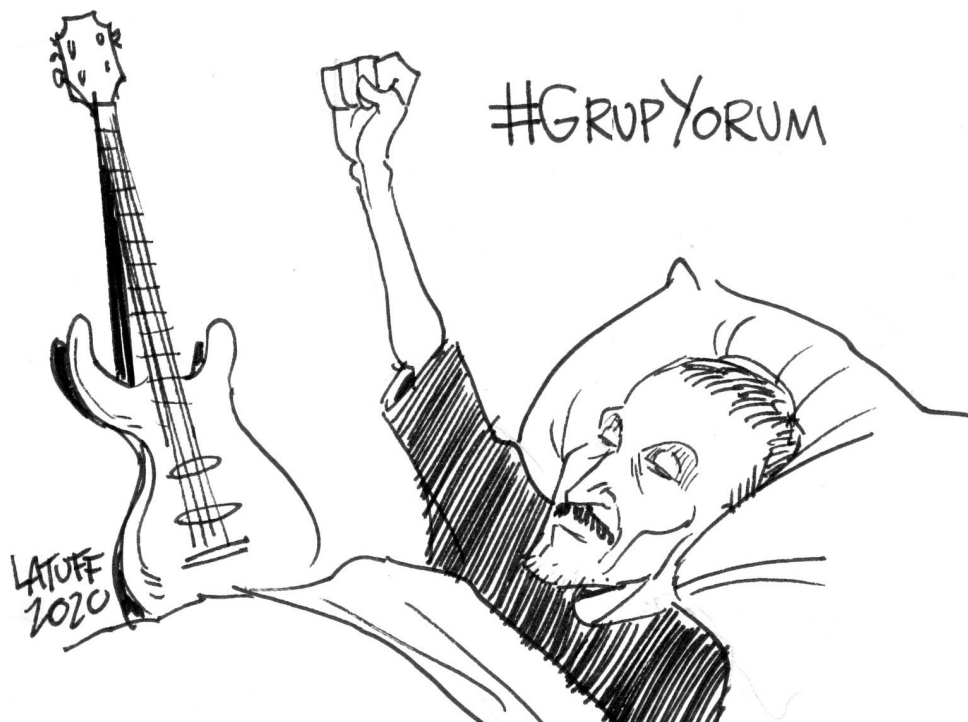
**Un accord passé entre une entreprise états-unienne d'analyse de données et le gouvernement du Kerala durant l'épidémie en cours.*

Ibrahim Gökçek, bassiste du groupe de musique turc Grup Yorum, avait arrêté sa grève de la faim, car une coalition démocratique avait pu commencer à négocier avec le gouvernement fasciste d'Erdogan.

Dans une lettre adressée à l'Humanité, il terminait son message par ces mots :

« La bataille qui se livre dans mon corps se soldera-t-elle par la mort ? Ou alors par la victoire de la vie ? Ce que je sais avec le plus de force dans ce combat, c'est que, jusqu'à la satisfaction de nos revendications, je m'accrocherai à la vie dans cette marche vers la mort. »

Il n'a pas survécu au choc et est mort, après 323 jours de grève de la faim, pendant laquelle il ne se nourrissait que d'eau et de sucre.



Il nous a quitté après Helin Bölek et Mustafa Koçak, deux autres membres du groupe, morts eux aussi de cette grève de la faim. Nous rendons hommage à ces

figures révolutionnaires et progressistes qui ont donné leur vie dans leur lutte contre le régime réactionnaire turc.

Hommage à Luis Sepúlveda, écrivain chilien mort du coronavirus

Opposant à la dictature fasciste de Pinochet, emprisonné puis contraint à l'exil pour cette raison, guerillero au sein de la brigade internationale Simón Bolívar lors de la révolution sandiniste au Nicaragua et écrivain de renom, Luis Sepúlveda s'est éteint ce jeudi 16 avril à Oviedo, en Espagne.

Luis Sepúlveda restera célèbre tant pour ses ouvrages, notamment *Le Vieux* qui lisait des romans d'amour, que pour son engagement infatigable contre les dictatures fascistes en Amérique du Sud et en Amérique centrale. En effet, dès sa jeunesse, il milite au sein des jeunes communistes chiliennes. Après le coup d'État de Pinochet en 1973, il est condamné à 28 ans de prison pour "trahison de la patrie, conspiration subversive, et appartenance aux groupes armés". La mobilisation d'Amnesty International pour sa libération lui permet de ne passer "que" deux ans et demi dans les geôles du régime, sa peine étant commuée en 8 années d'exil en Suède. Mais Luis Sepúlveda ne se laisse pas impressionner et plutôt que de se rendre en Scandinavie, il décide d'arpenter l'Amérique latine pour fonder des troupes de théâtre ou encore aller à la rencontre des peuples natifs, victimes de la colonisation, afin d'écrire sur leurs conditions de vie et dénoncer l'impérialisme. En 1979, il intègre la brigade internationale Simón Bolívar au Nicaragua et participe à la lutte armée



qui aboutira à la chute du dictateur Anastasio Somoza Debayle.

En 1979 au Nicaragua, la révolution sandiniste fait chuter le régime corrompu à la solde des États-Unis du dictateur Anastasio Somoza Debayle. Le régime sandiniste ne parviendra pas à adresser les problèmes fondamentaux de la société du Nicaragua et deviendra lui aussi un régime à la solde des impérialistes.

À partir des années 1980, en parallèle de son travail d'écrivain, Luis Sepúlveda s'éloigne petit à petit des idées révolutionnaires et se met à militer auprès d'ONG libérales comme Greenpeace ou la Fédération

Internationale pour les droits humains. Malgré cela, il continue, notamment en tant que journaliste, à soutenir de nombreux mouvements de protestation, particulièrement en Amérique latine. Au cours des révoltes qu'a connu le Chili en 2019-2020, il a ainsi publié sur son blog dans l'édition chilienne du *Monde diplomatique* des articles dans lesquels il affirme ouvertement son soutien aux mouvements de protestation.

Testé positif au Covid-19 le 27 février 2020, Luis Sepúlveda finira donc par s'éteindre le 16 avril 2020, laissant derrière lui de nombreux ouvrages et une vie de lutte.



En 2019-2020, le Chili, pays de Luis Sepúlveda, a connu une vague de protestations inédite depuis plusieurs décennies

Little Big Workshop

Little Big Workshop est un jeu sorti en octobre 2019, développé par le studio indépendant Mirage Games Studio. Le principe est simple : construire une usine manufacturière à partir d'un capital de départ et de quelques ouvriers. Les ouvriers, des Nains (comme dans les contes de fées), construisent toute sorte d'objets : du jouet en bois au moteur de voiture. Ils vivent à l'usine, dorment par terre et ont une vie sociale dans la salle de pause.

C'est l'avantage du jeu : être à la fois extrêmement intuitif, – avec un tutoriel rapide et efficace, de simplifier au maximum les mécanismes d'organisation de l'usine, tout en restant à la fois profond et réaliste. Ainsi, il n'y a pas à gérer d'équipes, de turn-over, de malades. Pourtant, on comprend bien comment fonctionne une usine dans notre système. Nous commençons avec un petit atelier artisanal, et il faut débloquent de nouveaux choix, pour pouvoir recruter plus d'ouvriers, les spécialiser, recruter des techniciens, et, petit à petit, arriver à la production de masse, ou à l'usine de produits de luxe. Entre temps, des contrats pour des clients récurrents (défis) ont lieu régulièrement pour agrémenter le quotidien, et quelques petits événements amusants ont lieu (le jeu est plein d'humour).

Votre usine à plusieurs aspects. Bien sûr, d'abord, il y a les ouvriers. Tout viens d'eux : sans eux, on ne fait pas de profits. Dans le jeu, il n'y a pas de contremaître, pas de patron, pas de surveillance, les ouvriers travaillent d'eux même (d'où le fait d'avoir choisi des Nains, ce qui rend ce choix « réaliste »). La main d'œuvre est votre

plus important capital au départ, et il faut la spécialiser – la former – ce qui à un prix. Elle gagne aussi en expérience et deviens petit à petit plus rapide et plus efficace. Tout est fait de manière simple, efficace : il y a des

petites étoiles qui « notent » l'expérience des ouvriers. Sans ouvriers, il n'y a pas de production, même avec les machines les plus efficaces.

Le loisir est également important : il faut que les petits travailleurs reproduisent leur force de travail, et gardent un minimum de motivation : il faut agrémenter les salles de décorations, renforcer les capacités de la salle de pause, etc. Plus le travail est dur, plus l'ouvrier est pressé, plus il a besoin de repos pour ne pas se casser la figure ou s'endormir par terre.

presser toujours plus, car les prix tombent sans cesse. Comme dans la réalité, on ne peut pas survivre si l'on en reste au petit atelier. Il faut grossir. Il faut acheter des machines plus performantes, diviser le travail, mettre en place des chaînes de production efficaces, multiplier les ateliers. Il faut baisser sans cesse les coûts, par tous les moyens possible – en particulier, en laissant moins de temps aux ouvriers.

Il y a également des « crises »



Les manutentionnaires sont les moins bien payés de l'usine

conjoncturelles – certains produits vont disparaître du marché alors qu'une commande est en cours, ou le prix va s'effondrer (évidemment, on peut le percevoir, mais c'est parfois difficile de se réadapter). Alors, pour survivre, on peut être contraint de vendre des machines, licencier – il n'y a pas de code du travail, c'est très pratique, pour recommencer une nouvelle production. Avec, toujours, le risque de la faillite. Les produits les plus simples à produire voient leur prix s'effondrer sans cesse, aidés par un gros monopole diabolique.

On le voit : le jeu est fidèle à la réalité. On voit les enjeux du « petit patronat », et l'impossibilité de faire autre chose que presser au maximum les ouvriers, à les rendre toujours plus productifs. C'est ça ou mourir. Mais il faut également prendre soin de la main d'œuvre, en particulier de vos ouvriers qualifiés... Tout en gardant à l'esprit que, plus vous êtes gros, et moins leur formation coûte – relativement à vos yeux. Donc, moins importante à vos yeux. Et vous n'aurez bientôt plus de scrupules à les licencier.

L'Homme, les animaux, les épidémies

« Les gens pensent que les virus ont toujours existé, que les épidémies n'ont rien à voir avec l'état de la biodiversité ou le changement climatique. Pourtant, depuis quelques décennies, elles augmentent. Elles n'ont pas l'impact énorme du Covid19, mais leur fréquence s'accroît. La majorité sont des zoonoses : des maladies produites par la transmission d'un agent pathogène entre animaux et humains. »

Ce sont les paroles, pour Le Monde, de Philippe Grandcolas, spécialiste de l'évolution des faunes, directeur de recherche au CNRS. Le rapport entre l'humanité, la faune ou la flore, ont été modifiés par la production capitaliste, en particulier dans les pays dominés. L'épidémie de Covid-19 s'est développée depuis un marché de Wuhan, une immense métropole ou les buildings ultramodernes

jouxtent des zones quasi-rurales. On y échange des produits marins, mais aussi de nombreux animaux, parfois braconnés, venus de toute la Chine et des pays du sud-est asiatique.

Le commerce d'animaux sauvages répond à la loi du profit : c'est ainsi que les autorités sont particulièrement laxistes et laissent faire de nombreux commerces illégaux, pour maintenir de nombreuses

fillières. Elles répondent aussi à des demandes issues de croyances réactionnaires. C'est pour ce profit que « *Nous envahissons les forêts tropicales et autres paysages sauvages, qui abritent tant d'espèces animales et végétales – et au sein de ces créatures, tant de virus inconnus. Nous coupons les arbres ; nous tuons les animaux ou les envoyons sur des marchés. Nous perturbons les écosystèmes et privons les virus de leurs hôtes naturels. Lorsque cela se produit, ils ont besoin d'un nouvel hôte. Souvent, cet hôte, c'est nous.* » comme l'écrit David Quammen, journaliste scientifique américain. Lorsque les humains entrent en contact avec la biodiversité locale, chassée de son habitat naturel, le risque de transmission de pathogènes (dont les virus) est fort.

« *Le risque de contracter un pathogène est lié au danger microbiologique, associé à la diversité biologique et aux écosystèmes en général, mais aussi à l'exposition des populations et à leur vulnérabilité – sont elles pauvres ou bien nourries ? vaccinées ? ont elles accès aux soins ?...* », précise Jean-François Guégan pour Le Monde.

C'est un mode d'organisation semi-féodal : une grande partie de la population vit encore d'une subsistance journalière, dans les pays dominés. Certains se tournent alors vers le braconnage ou d'autres formes d'organisations mafieuses, souvent avec la complicité ou la neutralité bienveillante des pouvoirs publics. Après l'effondrement du socialisme en Chine, les masses populaires se sont appauvries violemment, et il faut désormais survivre au jour le jour. Mais il ne faut pas croire que l'épidémie à pour cause « l'arriération » fantasmée de certains pays et de certaines cultures :



dans nos pays impérialistes, nous tuons, par exemple, des centaines de milliers de renards rien que dans les accidents de voitures. La chasse de masse, la coupe d'espaces de vie des animaux etc tue les prédateurs et les charognards, qui régulent normalement les populations et empêchent la transmission de pathogènes.

Un autre aspect du capitalisme avancé est la production de masse d'animaux pour la consommation. Plutôt que de développer une alimentation équilibrée basée sur une agriculture principalement de proximité, autonome, indépendante et démocratique, les capitalistes utilisent la viande comme outil de développement. D'abord, cette viande est produite dans un cadre d'intensification du travail et de la production. Pour faire simple : toujours plus d'animaux au mètre carré, toujours moins d'ouvriers pour s'en occuper. Ensuite, cette viande est de très mauvaise qualité : les animaux sont nourris d'aliments transformés, venus de l'autre bout du monde, transportés d'un bout à l'autre de la planète. La viande est présentée comme symbole

de la richesse. Même en France, manger du bœuf est un symbole de richesse, de « réussite ». Pourtant, cette production intensive provoque de nombreuses épidémies, permet la transmission de virus ou d'autres pathogènes de l'animal à l'homme. Les exemples sont nombreux, à commencer par la « vache folle » ou les gripes aviaires et porcines, parfois très dangereuses.

Les épidémies ne sont pas quelque chose de naturel. A une époque où l'homme a développé des vaccins, des antibiotiques et des traitements, et où la production est si haute, les épidémies peuvent être régulés par des mesures scientifiques et sociales. Mais tant la loi du profit que la proximité malsaine de l'homme et de la nature, des animaux chassés de leurs habitats naturels ou parqués dans des élevages de masses, provoquent une recrudescence des épidémies. Tant que nous vivons sous le capitalisme, tant que nous ne remettons pas en question la façon dont l'homme interagit avec la nature, alors nous serons confrontés à de très nombreuses épidémies.

abonnement/contact

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple se dote d'une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante : lacausedupeuple@protonmail.com

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à lacausedupeuple@protonmail.com !

Ensemble, créons enfin un média populaire qui touche tous les domaines de la vie sociale !

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★ **Abonnez-vous !**

(20€ = 1 an – ou plus pour soutenir)

lacausedupeuple@protonmail.com
causedupeuple.info